

Pau, le 11 janvier 2023

ARRETE N°AP-2023-0004

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants et R. 417-12 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal n° AP-2018-0027 en date du 26 avril 2018 réglementant le stationnement des véhicules rue Lavoisier ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le stationnement des véhicules rue Lavoisier, pour faciliter l'accès aux commerces riverains ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Les dispositions de l'arrêté municipal n° AP-2018-0027 en date du 26 avril 2018 réglementant le stationnement des véhicules rue Lavoisier sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes.

ARTICLE 2 – La durée de stationnement des véhicules est limitée à 1 heure, pendant la période comprise entre 09h00 et 18h00 tous les jours de la semaine sauf les dimanches et les jours fériés, sur les emplacements matérialisés « arrêts minutes » sur la rue Lavoisier, selon les dispositions suivantes :

- 5 emplacements au droit du centre commercial à l'angle de la rue Charles Bourseul ;
- 9 emplacements au droit du centre commercial entre l'emplacement « Livraison » et l'emplacement réservée aux personnes à mobilité réduite ;
- 9 emplacements au droit du centre commercial à l'angle de l'avenue du Président Kennedy ;
- 12 emplacements en face du centre commercial à l'angle de l'avenue du Président Kennedy.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivies conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et inscrit au registre des arrêtés de la commune.


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire